

"Prodi plébiscité en deux heures" dans Libération (25 mars 1999)

Légende: Le 25 mars 1999, le quotidien français Libération commente la décision, lors du Conseil européen extraordinaire de Berlin, de désigner Romano Prodi, ancien président du Conseil italien, à la présidence de la Commission européenne.

Source: Libération. 25.03.1999. Paris.

Copyright: (c) Libération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"prodi_plebiscite_en_deux_heures"_dans_liberation_25_mars_1999-fr-8e6eb8c6-d3c4-44a6-b597-03798a5efb2c.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

Prodi plébiscité en deux heures

Berlin, envoyés spéciaux

L'affaire fut rondement menée. Il n'a fallu qu'un rapide tour de table, hier, pour que les chefs d'Etat et de gouvernement, réunis à huis clos, décident de nommer l'ancien président du Conseil italien, le démocrate-chrétien Romano Prodi, à la tête de la Commission européenne. Gerhard Schröder est venu l'annoncer fièrement sur le coup de 14 heures. Sa langue fourchant quelque peu — «Romani Prod, euh, Romano Prodi» — le chancelier allemand a vanté ce «candidat qui remplit de façon idéale le profil» du poste: une «expérience politique et de relation avec les administrations», un «engagement en faveur des réformes», une grande «probité» et une «compétence économique» certaine.

Afin que le sens politique de cette nomination, décidée dès l'ouverture du sommet de Berlin, qui s'achève ce soir, n'échappe à personne, il a tenu à souligner qu'elle devait «redonner confiance dans la force et la capacité d'action de l'Europe». Aucune autre candidature n'a été étudiée par le Conseil européen, faute de disponibilité immédiate d'autres potentiels impétrants (en particulier les Premiers ministres portugais, Antonio Guterres, ou néerlandais, Wim Kok): Schröder a directement proposé le nom de Prodi, Jacques Chirac - «c'est l'occasion d'un nouveau départ» -, le Britannique Tony Blair et l'Italien Massimo D'Alema l'ont immédiatement soutenu. Les Espagnols, qui avaient espéré un temps placer à ce poste l'un des leurs, Javier Solana, secrétaire général de l'Otan, très occupé en ce moment, se sont finalement ralliés au nom de Prodi, sans enthousiasme excessif. L'Italie, qualifiée de justesse pour l'euro, reçoit ainsi son bâton de maréchal: c'est la première fois que la présidence de la Commission échoit à la péninsule depuis le «règne» de Franco Maria Malfatti qui n'occupa ce poste que vingt-deux mois au début des années 70.

Le remplacement du Luxembourgeois Jacques Santer, à peine huit jours après la démission collective de l'exécutif européen, constitue un indéniable succès des Quinze. Beaucoup d'observateurs estimaient qu'il faudrait au moins un autre sommet pour que les capitales européennes se mettent d'accord sur un nom: en effet, le poste de président de la Commission n'est que l'un de ceux devant être pourvus d'ici la fin de l'année, du secrétariat général de l'Otan à celui de l'UEO en passant par celui du Conseil des ministres ou de «M. ou M^{me} Politique étrangère». Il n'était donc pas évident que les Quinze renoncent à l'un des éléments du grand marchandage à venir. Mais ils ne pouvaient pas donner l'impression d'un flottement prolongé surtout au moment où l'Europarlement est à l'initiative dans cette affaire. Manuel Valls, le porte-parole de Matignon, a d'ailleurs reconnu que «le Conseil européen a repris l'initiative» en nommant Prodi.

Pour autant, tous les problèmes ne sont pas réglés: en effet, les dirigeants européens ont rejeté la proposition des eurodéputés de nommer un exécutif «intérimaire» qui terminerait le mandat de la Commission Santer, soit jusqu'à la fin de l'année. Le Parlement estime que seule l'Assemblée issue du scrutin du 13 juin prochain peut nommer une Commission pour la période 2000-2005. Pour les Quinze, il est hors de question de se lancer dans une telle aventure. S'ils acceptent que le nouveau président soit investi par le Parlement actuel lors de sa session d'avril ou de mai, ils veulent que l'ensemble de l'équipe Prodi reçoive la confiance du Parlement renouvelé, sans doute en juillet. Le futur collègue prendrait alors ses fonctions pour un mandat prolongé de six mois. Dans l'intervalle, l'ancienne Commission expédierait les affaires courantes.

Il n'est pas certain, pour l'instant, que Strasbourg accepte ce schéma qui prolonge la durée de vie du collègue actuel de trois mois. Catherine Colonna, la porte-parole de l'Elysée, a reconnu qu'il faudrait un «dialogue» entre les institutions. Mais les Quinze ayant choisi cette procédure «à l'unanimité» comme ont tenu à le souligner les différents porte-parole, on imagine mal le Parlement tenter un bras de fer avec le Conseil européen. Cela étant, il faudra que Prodi donne aux eurodéputés un avant-goût de son programme et de l'équipe avec laquelle il entend gouverner. Car, et c'est une nouveauté du traité d'Amsterdam, le président a désormais le pouvoir de choisir ses dix-neuf commissaires en accord avec les capitales.

Le chancelier allemand, afin de marquer l'engagement des Quinze au côté de Prodi, a annoncé la tenue d'un sommet informel dans la première quinzaine d'avril pour étudier la réforme des institutions européennes, et notamment celle du fonctionnement de la Commission. Autrement dit, le président pressenti se présenterait devant les députés muni d'un mandat clair ayant reçu l'onction des gouvernements. Ainsi, il aurait l'autorité

nécessaire pour procéder au nettoyage de la maison bruxelloise.

Après ce succès, la présidence allemande a entamé la discussion sur le principal objet de ce sommet extraordinaire, l'Agenda 2000 (loi de programmation budgétaire 2000-2006, réformes de la politique agricole commune et des aides régionales). Sujet beaucoup plus «ardu», a reconnu Schröder. D'entrée de jeu, Chirac a réexposé le refus français du paquet agricole négocié le 11 mars à Bruxelles. Sur la PAC, «tout le monde est d'accord... à une exception près, bien connue», persiflait hier soir un ministre allemand, signe de l'ambiance qui risquait de régner dans la soirée. Pour les médias, la journée s'est achevée dans le noir: pour ce premier sommet dans la capitale allemande, le centre de presse a été privé d'électricité durant deux heures et demie... Une première dans l'histoire des sommets européens.

NATHALIE DUBOIS et JEAN QUATREMER